

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Nord
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 24/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALOXAN

1 RUE DE L'INDUSTRIE
ZI
67660 Betschdorf

Références : 0006700723/DB/CE
Code AIOT : 0006700723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2024 dans l'établissement ALOXAN implanté 1 rue de l'Industrie - 67660 Betschdorf. L'inspection a été annoncée le 02/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALOXAN
- 1 rue de l'Industrie - 67660 Betschdorf
- Code AIOT : 0006700723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALOXAN exploite 1 rue de l'industrie à 67660 BETSCHDORF, un atelier de traitement de surface autorisé par arrêté préfectoral du 16/12/1991 où sont exercées des activités d'usinage et d'anodisation de pièces et profils en aluminium et de traitement de surface de pièces industrielles.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PRÉVENTION DE LA POLLUTION PAR LES DÉCHETS	Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 3	Sans objet
2	Titre VII : Les déchets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 30	Sans objet
3	DISPOSITIONS RELATIVES À LA SECURITE	Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 6	Sans objet
4	DISPOSITIONS RELATIVES À LA SECURITE	Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 6	Sans objet
5	DISPOSITIONS RELATIVES À LA SECURITE	Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	DISPOSITIONS RELATIVES À LA SECURITE	AP Complémentaire du 19/02/2021, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de la visite d'inspection sont conformes aux prescriptions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES DECHETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, 5. Bilans
Prescription contrôlée : L'exploitant devra tenir à jour un registre sur lequel pour chaque grande catégorie de déchets sont portés : - leur nature et leur origine ; - les quantités produites ; - la date et le mode d'enlèvement utilisé ; - leur destination et le mode d'élimination prévu. Ce registre sera tenu pendant un délai d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection son registre de suivi des déchets via son logiciel "track déchet". Il en ressort aucune remarque. Ce point est conforme aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Titre VII : Les déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Leur stockage sur le site doit être fait dans des conditions techniques ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Le stockage des déchets est effectué par l'exploitant dans des conditions techniques ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement. Ce point est conforme aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, 2. Définition des zones de dangers
Prescription contrôlée : L'exploitant déterminera les zones de risque incendie et les zones de risque explosion de son établissement. Ces zones seront reportées sur un plan qui sera tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Les zones de risque incendie et les zones de risque explosion ont bien été recensées par l'exploitant. Elles ont été mises à jour lors de la dernière étude d'impact effectuée en août 2015. Elles sont reportées sur un plan tenu à jour qui a été présenté par l'exploitant le jour de l'inspection. Ce point est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, 6. Détection et alarme
Prescription contrôlée : Les zones comportant des risques d'incendie ou d'explosion seront équipées de façon à permettre une détection rapide d'un début d'incendie.
Constats : Dans l'attente du remplacement des caméras existantes par des caméras thermiques prévu en décembre 2024, l'exploitant a mis en place des détecteurs rapides de début d'incendie dans ses zones à risques et plus particulièrement dans sa zone de stockage avant expédition. Ce point est conforme aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, 7. Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur].....[
Constats : Les installations sont équipées conformément aux exigences référentielles. Le dernier contrôle des moyens de lutte contre l'incendie a eu lieu le 17/04/2024 et n'a pas appelé de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : DISPOSITIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/02/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, 2 Besoin et moyen en eau pour la défense incendie
Prescription contrôlée : Le site est desservi par trois poteaux incendie situés chacun à moins de 80 mètres des bâtiments.
Constats : Le site est bien desservi par trois poteaux incendie entretenus et contrôlés. L'exploitant précise que leur entretien est à la charge de la collectivité locale et que les derniers contrôles ont fait état de : <ul style="list-style-type: none">- Le poteau n°1 situé rue Bannholz fournit un débit de 140 m³/h ;- Le poteau n°2 situé rue de l'industrie fournit un débit de 125 m³/h ;- Le poteau n°3 situé rue des marais fournit un débit de 95 m³/h.
Type de suites proposées : Sans suite

